

APPEL A VOTER FRONT UNIQUE

Macron veut avancer dans la destruction du statut de la Fonction Publique avant la fin du quinquennat. Pour cela, son gouvernement a besoin que les dirigeants des syndicats participent à sa « Conférence salariale de la FP ».

**Défendre les fonctionnaires impose d'affronter le gouvernement.
La direction de la FSU doit rompre la concertation avec lui
et quitter, sans délai, sa « conférence salariale » !**

A ce jour, les syndiqués de la FSU ne trouveront aucune information sur les objectifs de la conférence salariale convoquée par la ministre de la FP, dans la presse de leur fédération FSU ou de leur syndicat. Pourtant ces objectifs ne souffrent d'aucune ambiguïté !

Selon la ministre De Montchalin elle-même, il s'agit de « *porter un diagnostic transparent* » et des propositions pour réformer « *un système de rémunérations et de progression des carrières à bout de souffle* », sur la base de « *la rupture assumée avec les augmentations générales du point d'indice [...] à la fois inévitables et coûteuses* ».

Le gouvernement veut en finir avec la grille unique des rémunérations, **individualiser** les salaires selon les fonctions et la manière de « servir », et, plus fondamentalement, remettre en cause l'existence des corps à travers la transformation de la fonction publique de carrière en fonction publique d'emplois ! On retrouve également ce à quoi le Grenelle de l'éducation a ouvert la voie avec, par exemple, le groupe de travail : « *Personnalisation : revalorisation des rémunérations et mobilités* » qui s'est réuni le 14 septembre avec... la participation de la direction du SNES (*Université syndicaliste* du 28 août, p 2) !

Le secrétaire fédéral, B. Teste, dans l'éditorial de *Pour* d'octobre, ne se trompe pas lorsqu'il écrit : « **Le gel de la valeur du point d'indice est en outre destructeur de la notion même de carrière** quand le traitement qui est censé être « *principal* » tend à devenir accessoire au bénéfice de régimes indemnitaires beaucoup plus aléatoires ». Mais il écrit, deux phrases plus loin : « *ce sera un enjeu dans le cadre du débat électoral* », comme si les mois qui viennent (fin de la conférence en février) n'allaient pas être décisifs pour l'avenir de la base matérielle de notre statut qui garantit le cadre collectif de défense des fonctionnaires et fonde l'existence même de nos syndicats. « *Débat électoral* » et « *journées d'action* » ont pour fonction de cacher aux syndiqués la réalité de ce qui se trame dans la conférence avec, par la caution de nos représentants.

L'inflation connaît un rebond spectaculaire qui accentue la perte du pouvoir d'achat des fonctionnaires dont le point d'indice est bloqué depuis 10 ans. **Que les représentants syndicaux osent participer à une conférence dite salariale qui fait du blocage, *ad vitam æternam*, du point d'indice un axe intangible est proprement scandaleux !** Raison de plus pour leur imposer de quitter cette conférence et d'exiger de massives augmentations du point d'indice.

L'acharnement de la direction de la FSU à accompagner les contre-réformes, via le dialogue social, se décline aussi dans ses syndicats nationaux. Ainsi la loi Rilhac a été adoptée sans que la direction nationale du SNUipp ne lève le petit doigt ! Et après avoir participé docilement à tous les groupes de travail sur la direction d'école, elle se cache **derrière une pétition réservée aux seuls directeurs d'école, comme si le fonctionnement des écoles était déjà considéré comme leur domaine réservé.** Pétition dont elle déclare que son objet est : « *(...) peser sur les discussions à venir sur sa déclinaison concrète par le ministère* » témoignant donc de sa volonté de travailler dans le cadre d'une loi qu'elle prétend pourtant rejeter !

A Marseille, plus de 80 équipes pédagogiques d'écoles refusent, et ont décidé de boycotter, l'expérimentation Macron attribuant aux directeurs le recrutement de « leurs » enseignants. Mais cet appel au boycott ne saurait rester local. Il doit être repris par notre fédération et plus particulièrement par le SNUipp, pour lui donner la dimension nationale qui s'impose.

Même chose dans le secondaire où la direction du SNES, dans ses communiqués, continue de « revendiquer » l'abrogation de la réforme du Bac. Mais, face aux collègues scandalisés par la mise en place du contrôle continu (qui signifie la fin de leur indépendance pédagogique) et qui ont voulu s'y opposer en boycottant la mise en place des projets locaux d'évaluation (PLE), elle publie un guide de mise en œuvre des PLE. Quel que soit son contenu, il laisse les collègues isolés, établissement par établissement, et se situe dans le cadre de la mise en œuvre des PLE. A l'inverse, la responsabilité de la direction du SNES était d'exiger le retrait des PLE et d'appeler au boycott national des réunions pour leur mise en œuvre.

Le projet de budget 2022 se situe totalement dans l'objectif de réduction massive des dépenses publiques (hors police et armée !). Il fait litière aussi bien des besoins des personnels – en nombre, en formation comme en rémunération – que de ceux de la majorité de la population et plus particulièrement de la jeunesse.

La situation dans les universités, déjà dramatique pour les étudiants, va encore s'aggraver. Le recrutement d'enseignants titulaires est à l'arrêt, et les contractuels sont en passe de devenir majoritaires parmi les personnels.

Pour notre syndicat l'heure n'est pas à on ne sait trop quel débat électoral ! Elle est au combat pour la défense du statut et contre le budget de misère. Pour cela une urgence : rompre le dialogue social.

En particulier il est tout à fait décisif :

1) D'informer pleinement et sans délai les collègues du contenu mortifère des projets gouvernementaux portés dans la Conférence salariale de la FP.

2) En conséquence de se retirer de cette conférence et appeler les autres fédérations à faire de même.

3) Préparer et organiser l'affrontement avec le gouvernement contre le projet de budget 2022.

C'est ce combat dont les représentants du courant **Front Unique** seront porteurs dans toutes les instances de la FSU comme aux prochains congrès (départementaux et national).